

POLITIQUE

politique.union@sonapresse.com

Les petites phrases de la semaine

Rassemblées par Y.F.I

Rose Christiane Ossouka Raponda, Première ministre :

" La convergence des politiques mises en œuvre par nos gouvernements respectifs illustre parfaitement la vision commune que nos chefs d'Etat nourrissent pour faire du Gabon et du Togo des pôles de développement régionaux et un modèle réussi de coopération Sud-Sud".

Me Raymond Obame Sima, président du Comité d'organisation de la Conférence internationale des barreaux de tradition juridique commune (CIB) :

" La seule évocation de la Covid-19 nous interpelle. Cette pandémie a bouleversé les habitudes de l'humanité, modifié le déroulement des procès, des procédures judiciaires, notre quotidien et même l'organisation de notre congrès".

Hu Changchun, ambassadeur de Chine au Gabon :

" La Chine élargira la coopération avec les pays africains sur l'e-commerce [Route de la Soie] et organisera des festivals de vente en ligne de produits africains de qualité et des activités de promotion de l'e-commerce touristique".

Savina Ammassari, Coordinatrice du système des Nations unies au Gabon :

" Sur certains ODD (Ndlr: objectifs de développement durable), nous observons plus de progrès que sur d'autres, et très bientôt, nous organiserons une activité dans le but de discuter plus en détail avec les parties prenantes".

Patrice Neveu, sélectionneur national :

" Je veille, plus que jamais, à ce que la cohésion du groupe soit absolument maintenue. Il en va de ma responsabilité et de mon autorité".

Paul Mba Abessole, ancien président du Rassemblement pour le Gabon (RPG) :

" Je dis, on ne doit pas parler d'élection présidentielle maintenant. On doit parler de cette période de transition où nous réapprenons à nous connaître, nous réapprenons à parler entre nous".

Hervé Patrick Opiangah, Union pour la démocratie et l'intégration sociale (UDIS) :

" (...) Je vous exhorte à taire nos différences et nos clivages pour nous retrouver et nous interroger, gravement et utilement, sur ce seul point commun, à savoir le devenir de notre chère Patrie".

Présidentielle 2023 : les "Pdgistes" bitamois appellent à la candidature d'Ali Bongo Ondimba

E. EBANG-MVE
Bitam/Gabon

LES membres du Bureau politique (MBP), Conseil national, Comité central, secrétaires fédéraux et de sections, cadres et militants de base du Parti démocratique gabonais (PDG) de la commune de Bitam ont organisé, pour la deuxième année consécutive, "les retrouvailles politiques", samedi écoulé dans le chef-lieu du département du Ntem.

Un événement présidé par le MBP du PDG et maire de la commune de Bitam, Jules Mbelé Asseko. Y prenaient part : le gouverneur de la province du Woleu-Ntem, Jules Djéki, les préfets du Ntem et du Woleu, respectivement Jean-Claude Mounziegou Maloulah et Brice Arcadius Moussirou ; le MBP et porte-parole de la présidence de la République, Jessye Ella Ekogha, et d'autres autorités politiques et administratives du Septentrion.

Occasion, entre autres, pour le MBP Jules Mbelé Asseko, et le secrétaire départemental, Germain Mba Eyama, d'appeler à la candidature du chef de l'Etat, Ali Bongo Ondimba, à la présidentielle 2023. "Notre vœu le plus ardent est d'exprimer notre ferme volonté de voir notre champion, le distingué camarade président, Ali Bongo Ondimba, se porter candidat à sa propre succession. Car, son action de construction nationale, commencée avec une vision ambitieuse et objective de notre pays, doit se poursuivre au-delà de 2023", a clamé le maire de Bitam.

De fait, dans l'attente de la décision de leur champion et du directoire du PDG, il a invité l'ensemble de ses "camarades" à la mobilisation, "afin de traduire ce vœu en une réalité et, surtout, tout mettre en œuvre

pour que sa réélection soit un véritable plébiscite, sans commune mesure, dans le département du Ntem et la commune de Bitam". D'où, a-t-il exhorté, les uns et les autres à taire leurs ego en se rassemblant autour de "l'idéal commun que constitue Ali Bongo Ondimba". A noter que cette manifestation a également été l'occasion pour l'édile de Bitam de présenter au public "le Prix du mérite panafricain", qui lui a été décerné récemment à Libreville par la Convention africaine des médias, en tant que "meilleur acteur socio-économique et politique de l'année 2021".



Le MBP du PDG et maire de Bitam, Jules Mbelé Asseko, appelant à la candidature d'Ali Bongo Ondimba.

RPM : Barro Chambrier minimise le départ des "opportunistes"

Yannick Franz IGHOHO
Libreville/Gabon

ALEXANDRE Barro Chambrier, président du Rassemblement pour la patrie et la modernité (RPM), et les siens se sont retrouvés, samedi passé, à la faveur d'une réunion extraordinaire du Conseil exécutif de leur chapeau politique. À l'entame des travaux, l'assistance a d'abord observé une minute de silence à la mémoire de Louis-Patrick Mombo, délégué général de la Conasysed, avant d'inviter les autres "camarades" à poursuivre la lutte inhérente à l'amélioration des conditions de travail et de vie des enseignants.

La défection de certains militants du RPM, désormais membres du Parti démocratique gabonais (PDG), n'a pas été occultée. Pour



Alain Michel Mombo lisant le communiqué final du Conseil exécutif du RPM.

la tête de file du RPM, ladite défection constitue un "non-événement". " L'histoire du Gabon est en marche et le peuple gabonais, dans sa grande majorité, aspire à l'alternance. Par conséquent, ce n'est pas la défection de nos rangs de quelques opportunistes qui changera le cours de cette histoire ainsi que la destinée du RPM", a estimé Alexandre Barro

Chambrier. Une façon élégante de mettre un terme aux allégations quant à l'affaiblissement du RPM. Des défections qui, selon lui, ne représentent pas grand-chose au regard du poids des anciens militants.

La stratégie de lutte et de riposte contre le Covid-19 a également retenu l'attention des participants, particulièrement les nouvelles mesures gouvernementales. Lesquelles entreront en vigueur à partir du 15 décembre prochain. " Le Conseil exécutif a fustigé la désastreuse communication du gouvernement qui met plutôt l'accent sur le durcissement des mesures et la répression au détriment de la prévention et la persuasion", a souligné Alain-Michel Mombo, porte-parole 2, qui a rendu public le communiqué final du Conseil exécutif.

C'est dire que le RPM, tout comme bon nombre de citoyens, trouve véritablement "inappropriées" les nouvelles mesures gouvernementales. D'où sa position plus ou moins explicite sur ce sujet.

A nos lecteurs

POUR cause d'indisponibilité, nous n'avons pas pu, malheureusement, honorer aujourd'hui notre rendez-vous hebdomadaire, la Semaine. Toutes nos excuses pour ce contretemps.